

100 NUITS

Publié par le collectif 100jours - textes et images issus du site www.100jours2012/100nuits - 1 euro



Les textes et illustrations de ce journal sont issus du site 100nuits et sont sous licence Creative Commons www.100jours2012.org/100nuits

Comité éditorial : Thomas, Odile, Alex, Isabelle, Zoé, Guillaume et Mylène
Mise en page : Thomas et Lucie

Illustrations

couverture : Juanma Ferreira Morgazo / pages 2 et 3 : Lénou / page 4 : dessin : Lénou, photo : Grégory Jarry / page 5 : Mylène Marillot / page 6 : Otto T., / page 7 : Bulbul Ytek / page 8 : dessin 1 et photo 1 : Les Na, photo 2 : Pascal canaud / page 9 : photos 1 : Bob Cougar, photo 2 et dessin : Lénou / page 10 : Otto T. / page 11 : Guillaume Heurtault / pages 12 et 13 : Jonvon Nias / page 14 : Guillaume Heurtault / page 15 : 3 fois rien / page 16 : Lucie Castel

Manifeste 100jours 2012

Collectif 100jours

Cinq ans plus tard, le rituel des élections reprend son cours, les protagonistes sont identiques, la représentation spectaculaire et les enjeux consqués. En 2007, nous avons réuni soixante réalisateurs et réalisatrices pour créer et diffuser 100 flms les 100 jours précédant le deuxième tour des élections présidentielles. Cinq ans plus tard, nous décidons de renouveler l'expérience avec 100jours en 2012.

Nous voulons réinventer ce projet politique, cinématographique et artistique. Nous voulons à nouveau créer collectivement et bénévolement. Et nous faisons le pari de mettre en oeuvre un décalage : un autre rapport à l'individu, à l'esthétique, à l'actualité, un autre rapport à l'Autre, où notre système est un espace qui s'invente.

Imaginer des rencontres, approcher des trajectoires, capturer des instants, considérer cette période comme un moment d'expérimentation, de création, d'ouverture des possibles, un moment pour prendre la parole, brutalement ou joyeusement, empli de colère ou d'espoir.

En se projetant de la place du village à l'utopie bien nommée, nous affrmons par ce projet notre désir de saisir le présent. 100jours c'est 100jours et 100nuits.

Dans 100jours nous proposons à des auteurs et à des collectifs la réalisation de 100 flms documentaires de 5 minutes. Nous imaginons ces flms comme des créations singulières, des points de vue affirmés, des tentatives documentaires, des essais.

Dans 100nuits d'autres expressions documentaires, sous différentes formes (photo, dessin, bande dessinée, son, texte...) seront produites par des auteurs invités.

100jours s'envisage autant comme une succession de propositions que comme une oeuvre singulière, un espace d'expressions libres et un tout pensé et construit. De 100jours doit émaner une entité propre, où chaque oeuvre vient en écho aux précédentes, où les publications se répondent, se mêlent ou se heurtent pour au final se compléter et former un tout cohérent.

Durant cette période (de janvier à mai 2012) il s'agira donc de faire : faire des flms et des créations, organiser des diffusions, débattre, faire de la politique. En réinventant notre place, en tant que créateur et spectateur, individu et collectif, nous souhaitons réaffirmer que ce sont les rencontres qui produisent le politique.

C'est l'art qui dispose constitutivement de tous les moyens d'affecter, parce qu'il s'adresse d'abord aux corps, auxquels il propose immédiatement des affections : des images et des sons. non pas que l'art aurait pour fnalité première de véhiculer des idées (...). Mais il peut aussi avoir envie de dire quelque chose. Sans doute cette forme de l'art a-t-elle largement perdu les faveurs dont elle a pu jouir dans la deuxième moitié du XX ° siècle, au point que l'art engagé soit presque devenu en soi une étiquette risible, dont on ne voit plus que les intentions lourdement signifantes, les propos délibérés et le magistère pénible. On peut bien avoir tous les griefs du monde pour l'art -qui- veut- dire, le problème n'en reste pas moins entier du "côté opposé" : car en face de l'art qui dit, il y a les choses en attentes d'être dites. Or elles ont impérieusement besoin d'affections et, l'art politique refuant, les choses à dire menacent de rester en plan -ou bien de vivoter dans la vitalité diminuée, dans la débilité, de la pure analyse.

Frédéric Lordon
D'un retournement, l'autre.

Le Collectif 100jours remercie vivement tous les auteurs, artistes, réalisateurs et tous les bénévoles qui se sont investis tout le long du projet.



Dépossession

Hélène Stevens

« Comment est-ce possible ? Pourquoi c'est la droite qui gagne avec tout ce que nous avons vécu ces derniers mois ? »

Odile Magniez (+1, 27.01.2012, 100jours)

<http://www.100jours2012.org/blog/category/numeros/01/>

Stupeur, colère, incompréhension. Les lendemains ne chantent pas.

Toutes ces mobilisations, ces grèves, ces manifestations, ces assemblées générales tenues, ces pétitions signées, ces tracts rédigés et distribués, ces blocages de voies ferrées, de péages, de centres commerciaux, tous ces lieux occupés, ces squats d'immeubles, ces grèves de la faim, ces séquestrations de dirigeants, ces « motivés » qui chantent, ces « obstinés » qui tournent ou ces « indignés » qui campent... Et puis...

Depuis les grèves de novembre-décembre 1995 qui, du fait de leur ampleur, de leur durée et de leurs répercussions dans le champ syndical et politique, sont considérées comme un point de reconfiguration des mobilisations sociales en France, les mouvements qui s'observent ici et là, en Espagne, en Grèce, en Grande-Bretagne, au Chili, aux Etats-Unis..., sont autant de révoltes contre une politique soumise aux marchés financiers, qui dépossède hommes et femmes de leurs droits et protections sociales, de leur travail, mais aussi de leur vote.

Car c'est bien ce qui domine aujourd'hui : un sentiment de dépossession. Les mouvements sociaux de ces dernières années le reflètent en négatif : lorsqu'ils s'opposent aux réformes qui défont le système de protection sociale

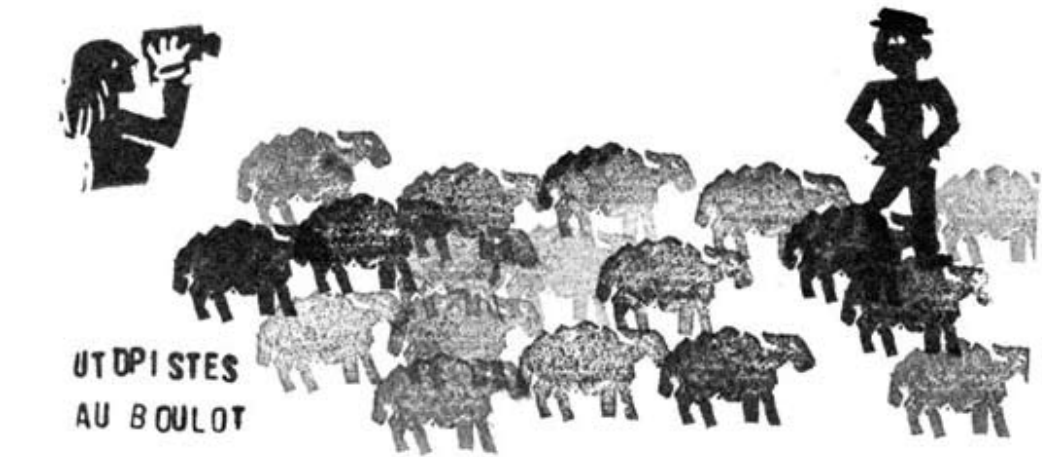
construit par des décennies de conquêtes sociales; lorsqu'ils refusent les mesures qui visent à démanteler le secteur public, à soumettre à de seuls critères financiers les hôpitaux, les écoles, les universités ; lorsqu'ils manifestent contre les lois qui conduisent à précariser davantage les formes d'emploi; lorsqu'ils luttent contre les suppressions d'emploi, les délocalisations ou les fermetures d'usines.

Ces mouvements expriment ce qui se vit, de manière plus isolée mais pourtant largement partagée, dans bien des situations quotidiennes, et en premier lieu dans le monde du travail. La montée du chômage et la construction des nouvelles formes d'emplois (intérim, CDD, temps partiels, emplois aidés) depuis les années 1970 ont conduit à une précarité économique et sociale qui pèse sur tous les destins. Avec l'existence d'une importante armée de réserve, le chômage est une menace, véritable épée de Damoclès, y compris pour les salariés supposés les plus stables, tous obligés de se soumettre à une intensification du travail, à des évaluations et un contrôle constants, à une stagnation voire une baisse de leur salaire, à une redéfinition de leur temps de travail. Comme le producteur qui « a peur de l'effondrement de l'économie européenne et que son épargne disparaisse », comme Odile qui a « peur qu'il ne produise plus [leur] film », une large partie de la population est soumise à la précarité, à l'incertitude,

empêchée de toute croyance dans l'avenir, de toute anticipation rationnelle. Dans ce contexte, les politiques d'individualisation des carrières et de désagrégation des collectifs de travail ont non seulement isolé les travailleurs, mais les ont rendus concurrents les uns des autres (avec le salarié d'à côté comme avec celui à l'autre bout du monde), sans possibilités de solidarité ou d'action collective, renvoyés à eux-mêmes, désormais sommés de devenir entrepreneurs d'eux-mêmes. Les tentatives de contestation, déjà affaiblies, se heurtent au même discours sur les effets inéluctables de la mondialisation et d'une concurrence exacerbée, sur l'état de la dette publique, sur le sens des responsabilités et les nécessités de s'adapter, de libérer1 le marché du travail du carcan des régulations collectives. Les mouvements sociaux sont ainsi réprimés : par le mépris, par le déni, par le vote conservateur, par les gouvernements de gauche qui ont libéralisé les marchés et mettent actuellement en œuvre une politique d'austérité draconienne. Et lorsque la violence symbolique ne suffit pas, les forces de l'ordre interviennent pour déloger et enfermer les résistants.

Précaires, privés de moyens d'action, sommés de se résigner, comment alors ne pas se sentir impuissants à changer l'ordre du monde ? Fragilisés par les réformes, ballottés par les réorganisations, soumis à des indicateurs de gestion, comment ne pas avoir l'impression d'être les objets de mécanismes qui nous échappent ?

Si ce sentiment de dépossession semble d'autant plus grand aujourd'hui, c'est que les cibles autrefois désignées des contestations ont elles-mêmes été dépos



u
sédées de leur pouvoir : « Les Etats ont été, paradoxalement, à l’origine des mesures économiques (de dérégulation) qui ont conduit à leur dépossession économique, et, contrairement à ce que disent aussi bien les partisans que les critiques de la « mondialisation », ils continuent à jouer un rôle en donnant leur caution à la politique qui les dépossède » (Pierre Bourdieu, Contre-feux 2, Raisons d’agir Editions, 2001, p.10). Si les hommes politiques – y compris et surtout parmi les socio-démocrates – finissent ainsi par avouer leur impuissance, affirmer que « l’Etat ne peut pas tout », et puisque, sous l’effet de leur action, l’Etat se désengage de pans entiers de la vie sociale, à quoi bon alors s’adresser encore à eux, manifester devant leur conseil ou ministère,... voter pour eux ? Comme les salariés des usines fermées qui cherchent les responsables et se heurtent à des puissances anonymes, à des fonds de pensions ou à des boîtes aux lettres au Benelux, les citoyens d’une démocratie dite représentative cherchent la vraie cible de leurs protestations et revendications et s’interrogent sur le sens même du vote.

A 98 jours de l’élection présidentielle, il y a un sentiment de lassitude, déjà ancien, mais qui gagne les franges les plus politisées de l’électorat, renforçant davantage la rupture entre l’espace des mouvements sociaux et l’arène institutionnelle. La ten-

tation est grande de se retirer du monde et, dans sa chambre sous les toits, loin du tumulte des rues et du bruit des médias, éprouver son existence dans les pulsations de la chair et du cœur. Oui, la lutte est aussi « contre nous-mêmes, modelés malgré tout selon les lois de l’économie de marché », tenaillés par nos nécessités, sans cesse enjoins d’abandonner les combats, pris dans des désaccords et des luttes intestines. Mais « l’intellectuel collectif » que Bourdieu appelait de ses vœux a ouvert d e s -



paces de réflexion critique qui ont essaimé. Les mouvements sociaux en sont maintenant nourris. Ils savent que cette dépolitisation est le produit d’une politique délibérée, élaborée dans les grands organismes internationaux comme l’OMC, le FMI ou la Commission européenne, dans les réseaux de multinationales et dans les syndicats patronaux. Et ils savent aussi de l’histoire qu’il n’y a pas de politique sociale sans un mouvement social

capable de l’imposer, capable de domestiquer le marché. La rupture avec le fatalisme économique est en train de s’opérer. Alors, comme Odile qui « cherche la forme », les luttes se poursuivent et s’inventent de nouveaux contours et de nouvelles configurations pour exprimer « la colère et l’ambition d’une transformation profonde », pour reprendre possession de nos existences. Si elles ont jusqu’alors souvent achoppé, elles n’en constituent pas moins des puissants espaces de socialisation militante et politique, diffusant une pensée critique, enseignant un ensemble de pratiques protestataires, transmettant des savoir-faire politiques. Avec le même bouillonnement et la même énergie que ces images, elles ont pu – même de manière fragile et provisoire – rétablir de la confiance dans le collectif. C’est à cela qu’il faut aujourd’hui croire. « Si solo no puedes, con amigos si ! »

Note 1 : Ce discours dominant reprend à son compte le lexique de la liberté pour obtenir l’adhésion des citoyens, et cherche à rendre invisibles les rapports sociaux de classes par un habile jeu de langage dans lequel les ouvriers sont des « opérateurs », les contremaîtres des « managers de proximité », les employés des « collaborateurs », les spéculateurs des « investisseurs », les patrons des « entrepreneurs », etc. Et ou l’Europe, comme la TVA, sont forcément bénéfiques pour le peuple puisqu’elles sont dites « sociales ».

Manif

Pascal Canaud

J’ai beaucoup de joie à participer aux manif

C’est vrai qu’à force j’y connais plein de monde J’y “fais salon”, comme je me moque souvent Je passe un bon moment à discuter avec les amis De la vie, des maladies, des enfants, des derniers potins, des dernières luttes des problèmes actuels, de choses qui nous intéressent Je prends plaisir à discuter avec des gens que j’aime bien y compris certains et certaines que je ne vois que là

Après je fais des photos et les gens y sont beaux

Et puis les manif c’est un lieu de groupe, comme peut l’être une famille ou un collectif de travail ou un club de collectionneurs de timbres Un groupe temporaire, certes Mais avec une particularité c’est que manifester c’est toujours marcher en dehors des clous c’est forcément protester contre l’ordre établi C’est construire physiquement une histoire collective pour une fois choisie En tout cas moi je le sens dans les manif, cette énergie de donner à voir et à entendre une autre voix, commune, pensée, engagée, résolue, scandalisée et joyeuse.

J’ai beaucoup de joie à participer aux manif



(Domingo 12 de febrero de 2012. Madrid. Casa familiar. 15h50 horas. Sobremesa.)

HIJO: Mamá, ¿qué te parece la nueva reforma laboral que comentaron el viernes?

(Silencio y miradas)

MADRE: Yo no digo nada.

HIJO: ¿Nada?

MADRE: No. (Silencio). ¿Te ha gustado la carne que le he puesto a la empanada?

HIJO: Estaba muy buena.

MADRE: Pues con lo que sobró, te he hecho un guiso. Luego te lo preparo en un tupper y te lo llevas para comer esta semana.

(Dimanche 12 Février 2012. Madrid. Maison familiale. 15h50. Après le déjeuner)

Fils: Maman. Que penses- tu de la nouvelle réforme du travail qui a été votée Vendredi?

(Silence. Regards)

Mère: Moi je ne dis rien

Fils: Rien ?

Mère: Non (silence). As-tu aimé la viande que j’ai mis dans la tourte ?

Fils: Elle est très bonne.

Mère: Avec les restes de la viande, je t’ai préparé un plat. Je le met dans un tupperware et tu le mangeras cette semaine.

(Écrit par Juanma Ferreira Morgazo pour accompagner la photo qui se trouve en couverture)

Suite murale 3

Raymond Bozier

– Plantes (Cf. Lierre, cit. 1), fougères des murs. Cloportes des murs*.

L’origine du mot cloporte est incertaine. On sait par contre que cet animal crustacé malacostracé vit de préférence dans les lieux sombres et humides et qu’il se nourrit de débris organiques. On les trouve souvent sous les pierres, dans les caves et coins obscurs de l’habitat humain. On pourrait dire des spéculateurs qu’ils sont les cloportes de l’espèce humaine. Des

sortes d’êtres rigides habitués des fauteils confortables, appréciant quelques coupes de champagne après la réussite d’opérations spéculatives, souvent postés devant des écrans d’ordinateur où défilent des valeurs chiffrées, des courbes, des statistiques, des formules mathématiques, parfois soumis à des robots, claquemurés dans des salles ventilées et se nourrissant des débris dématérialisés de l’économie. Les spéculateurs se distinguent d’une famille tout aussi répugnante les glomériss,

autrement appelés mille-pattes ou rentiers. Les rentiers maintiennent leurs œufs fertilisés en dessous de leurs corps dans une poche incubatrice appelée marsupium. Pour l’heure, il est difficile de se débarrasser de ces bestioles qui parasitent la vie du plus grand nombre et contribuent à affamer des millions d’êtres humains.

La belle scandaleuse (extrait)

Pascal Boissel

Expulsions d'étrangers. Jusqu'où ?
Les « zones d'attente » où sont retenus les étrangers en situation irrégulière se multiplient en Europe. Ce qui était état d'exception de vient la règle¹ ; ces zones de non-droit prolifèrent, où sont confinés des parias, sans reconnaissance légale, sans visibilité sociale. L'historien Enzo Traverso, cite la philosophe Hanna Arendt, à propos des camps nazis et de ceux qui y furent déportés : « les nazis (...) avaient découvert, à leur grande satisfaction, qu'aucun pays n'allait réclamer ces gens-là. (...) la complète privation de droits avait été créée bien avant que le droit de vivre ne leur soit contesté ». Rendre des populations invisibles, vérifier l'indifférence générale au sort de ces personnes fut une condition à la mise en place de l'extermination.

Actuellement, on rafle, on enferme, on disperse les familles, on s'acharne sur les enfants, on expulse, on laisse mourir de noyade en Méditerranée. On ? L'État et ses ramifications. « L'État français » comme disaient les jeunes élites intellectuelles ralliées à Pétain en 1940-44.

Certes, comparaison n'est pas raison :

Sarkozy n'est pas maréchal à la différence de Pétain, une catastrophe semblable à celle du nazisme n'est pas annoncée, l'anachronisme n'aide pas à penser.

Mais l'historien Traverso insiste sur un point qui peut avoir quelque actualité : le nazisme fut un prolongement de l'entreprise coloniale et de ses monstruosités ; il fut un développement industriel avant que l'industrie de la destruction des Juifs et des Tsiganes ne soit mise en place. Les génocides ne sont pas une simple continuité de la barbarie coloniale et capitaliste, mais celle-ci prépara

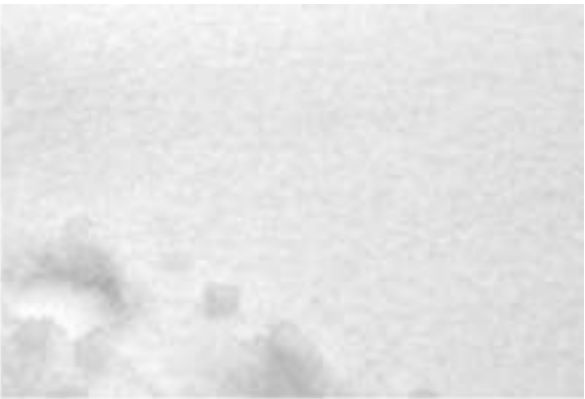
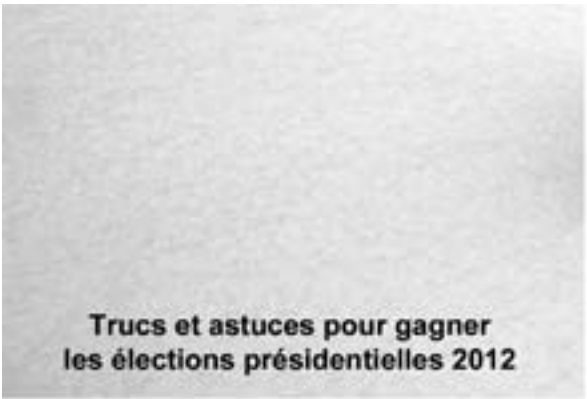
les conditions de possibilité de cette horreur inédite. « Auschwitz réalise la fusion de l'antisémitisme et du racisme avec la prison, l'usine capitaliste et l'administration bureaucratique rationnelle. (...) En ce sens, le génocide juif constitue un paradigme de la barbarie moderne »².

Actuellement , l'intensification de l'exploitation capitaliste (licenciements de masse, boursiers ou non ; baisse du pouvoir d'achat de la majorité de la population ; souffrance au travail devenant paroxystique, etc.), le rejet hors de l'humanité des étrangers sans droits, la ré-

pression des minorités agissantes (depuis les « anarcho-autonomes » jusqu'aux syndicalistes combattifs, en passant par les jeunesses des cités ou d'ailleurs) créent un climat pouvant évoquer les années 1930s.

Dès les années 1980s, les néolibéraux exportèrent l'exemple chilien (1973), où le président élu, Allende, fut renversé et tué, où 3000 militants furent assassinés par la soldatesque, où un développement économique inégalitaire et dictatorial fut expérimenté. Thatcher, en Grande-Bretagne, s'appuyant sur cet exemple enthousiasmant pour les possédants, brisa un mouvement syndical séculaire et reconfigura durablement son pays. Sarkozy rêve de faire de même en France . Les conditions d'une société de contrôle et de surveillance, impitoyable et d'un type nouveau, sont probablement rassemblées.

1 - Enzo Traverso, « Le passé, mode d'emploi », Ed. La fabrique, 2005.
2 - Enzo Traverso, « Pour une critique de la barbarie moderne », Ed. Page deux, Lausanne, 1997.



u des enseignants. On songe par exemple à La Reproduction de Bourdieu et Passeron (1970) ou à L'école capitaliste en France de Baudelot et Establet (1971). Traduisons cet objectif décliné par l'un des plus influents prescripteurs de politiques publiques dans un langage moins diplomatique : l'école doit contribuer à la reproduction de l'ordre social et fournir de la main d'œuvre adaptée aux exigences du système productif. La démocratisation scolaire ? Elle consiste essentiellement à donner le droit formel à tous de se positionner sur la ligne de départ. L'égalité des chances, c'est déjà bien non ? Par rapport à l'Ancien Régime, très certainement. Les inégalités de parcours constatées à l'arrivée (inégalités qui tendent d'ailleurs à s'accroître ces dernières années) ne renvoient donc pas au fonctionnement du système éducatif mais se justifient par des différences naturelles – innées – entre les élèves. Une opération de naturalisation des inégalités sociales analysée il y a près d'un demi-siècle dans Les Héritiers de Bourdieu et Passeron toujours à l'œuvre aujourd'hui (que l'on songe notamment aux discours récurrents sur le caractère « inéducable » ou « irrécupérable » des « mauvais élèves »). Au sein de l'école aujourd'hui massifiée, la mission assignée aux acteurs éducatifs n'est donc pas seulement d'apprendre mais aussi de repérer, sélectionner, classer, orienter des élèves mis en concurrence, suivant leurs aptitudes spécifiques ou leur mérite personnel. La sélection se faisait autrefois à l'entrée. L'élimination s'organise et se « gère » maintenant, plus ou moins subtilement, à l'intérieur même du système et de manière différée. Et que les meilleurs gagnent. Ce que préconise l'OCDE est en réalité déjà bien ancrée dans le fonctionnement ordinaire de notre système éducatif (mais il faudrait manifestement aller encore plus loin en s'inspirant des pays dont les écoles sont davantage en phase avec l'économie de marché). Concurrence, renforcement de l'école, potentialités individuelles constituent autant de catégories pour pen-

ser l'éducation qui s'imposent aujourd'hui et dont la banalisation contribue à soutenir un système qui doit d'abord former des travailleurs utiles, dotés de « compétences » qui peuvent être « évaluées » à l'aune des exigences du « monde de l'entreprise ».

L'enquête sociologique permet de confirmer à quel point le paradigme gestionnaire, la compétition et l'idéologie de la performance ont envahi l'école. Au nom, notamment, du problème social de l'insertion professionnelle et suivant le présupposé de l'inéducabilité d'une partie de la jeunesse, les acteurs éducatifs se sont largement fait imposer des principes de vision et de division, des manières de faire auprès de leur public rendant presque impensable et impossible tout projet de transmettre le goût du questionnement, du dialogue argumenté et de la coopération, de susciter l'imagination créative et le développement d'un sens critique. « On n'a plus le temps » témoignent nombre d'enseignants rencontrés, de l'école primaire à l'Université : « finir le programme », « évaluer », « valider les compétences », « préparer l'orientation », « trouver un métier », etc. « La logique d'accélération » que décrit Hartmut Rosa (Accélération, 2010), typique de nos sociétés capitalistes, aujourd'hui omniprésente dans l'univers des apprentissages, et l'utilitarisme ambiant contribuent à rendre de plus en plus difficile cette mise en suspens de l'urgence pratique que réclame l'entrée dans le monde du « loisir studieux », des « variations imaginaires », de « l'expérimentation mentale » gratuite, ce temps libéré d'un rapport instrumental aux mots et aux choses, celui de la scholè qu'analyse Bourdieu dans les Méditations pascaliennes (1997).

On pourrait ici aussi rappeler, suivant les mots qui ponctuent ta lettre, comment la peur et la surveillance se sont installées au cœur de nos écoles. La liste est longue des indices qui en attestent : fichage des

élèves, pénalisation de l'absentéisme, installation de caméras de vidéo-surveillance et de portiques de sécurité, rehaussement des grilles des collèges, présence quotidienne de gendarmes à l'entrée des établissements de banlieue populaire, partenariats multiples avec la Justice et la Police, développement de systèmes assurant la « traçabilité » des élèves... Au nom de la lutte contre les manquements à l'ordre scolaire censés annoncer ou révéler des manquements à l'ordre social, l'école a dû intégrer ces dernières années les préoccupations sécuritaires du ministère de l'Intérieur et adopter une partie de ses méthodes. Surveiller, fiché, contrôler, punir les élèves et leur famille essentiellement appréhendés sous l'angle des « risques » qu'ils représentent constituent des pratiques au moins aussi importantes et absorbantes que les activités d'enseignement. On peut imaginer l'amertume du goût que de telles expériences laisseront à ces élèves jugés peu ou prou inenseignables et associés au danger.

« Nous avons tout à faire, mais c'est une autre histoire » annonces-tu au terme de ta lettre. Tu as probablement raison, l'uniformisation et la docilité ont peut-être gagné du terrain. Mais j'observe aussi dans les écoles et ailleurs des résistances qui s'organisent, d'autres méthodes qui se déploient. Ici des enseignants qui refusent d'appliquer un programme qui les priverait de transmettre à leurs élèves des ressources pour penser de manière critique et réflexive le monde qui les entoure. Là-bas, des parents et d'autres enseignants qui se mobilisent contre les interventions policières dans leurs écoles ou le fichage des élèves. La liste serait longue aussi. Collectivement, ils composent depuis longtemps cette autre histoire que tu annonces.

(À propos du film +14, de Karel Pairemaure <http://www.100jours2012.org/blog/category/numeros/14/>)

Le Goût de l'école

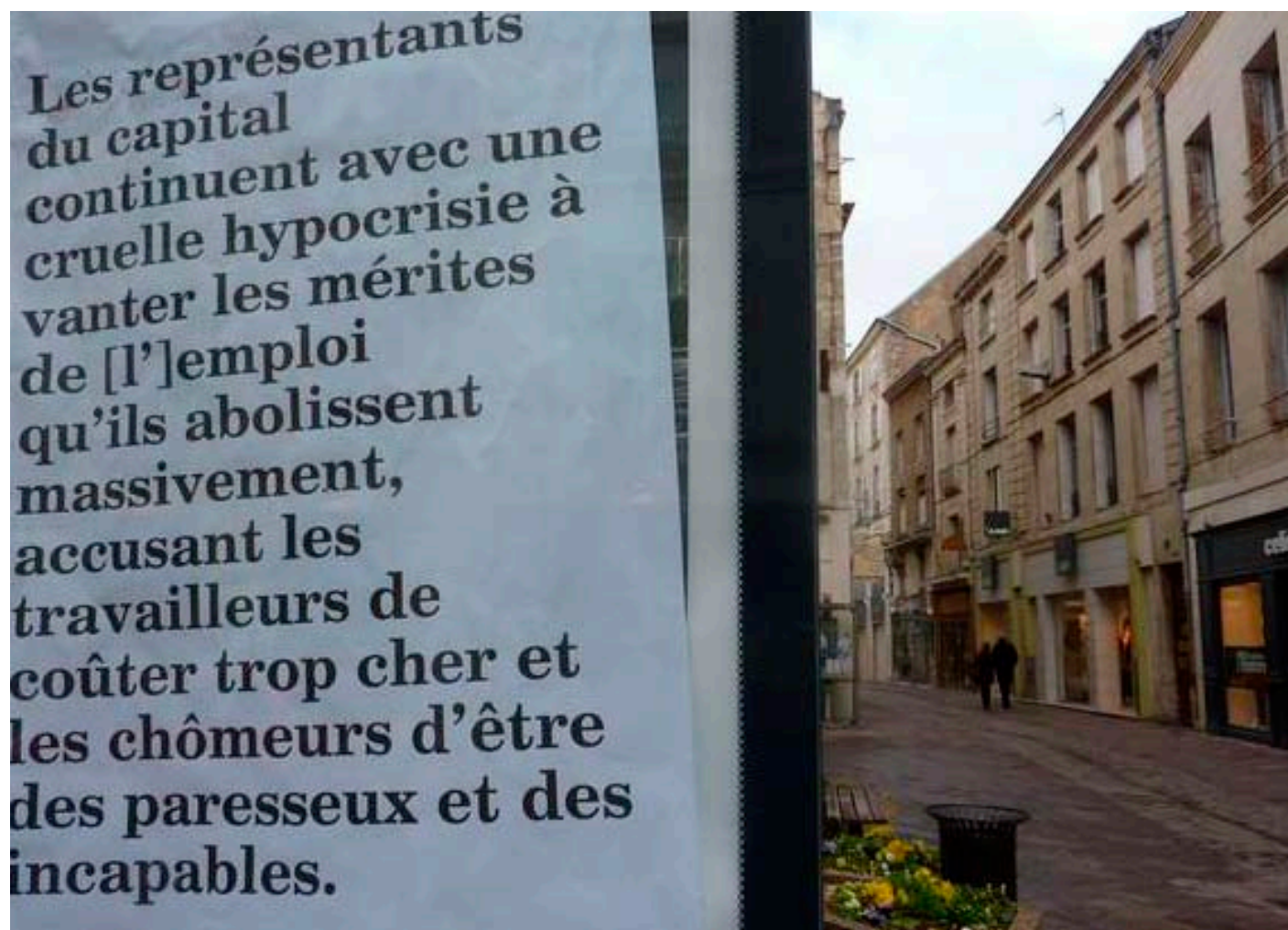
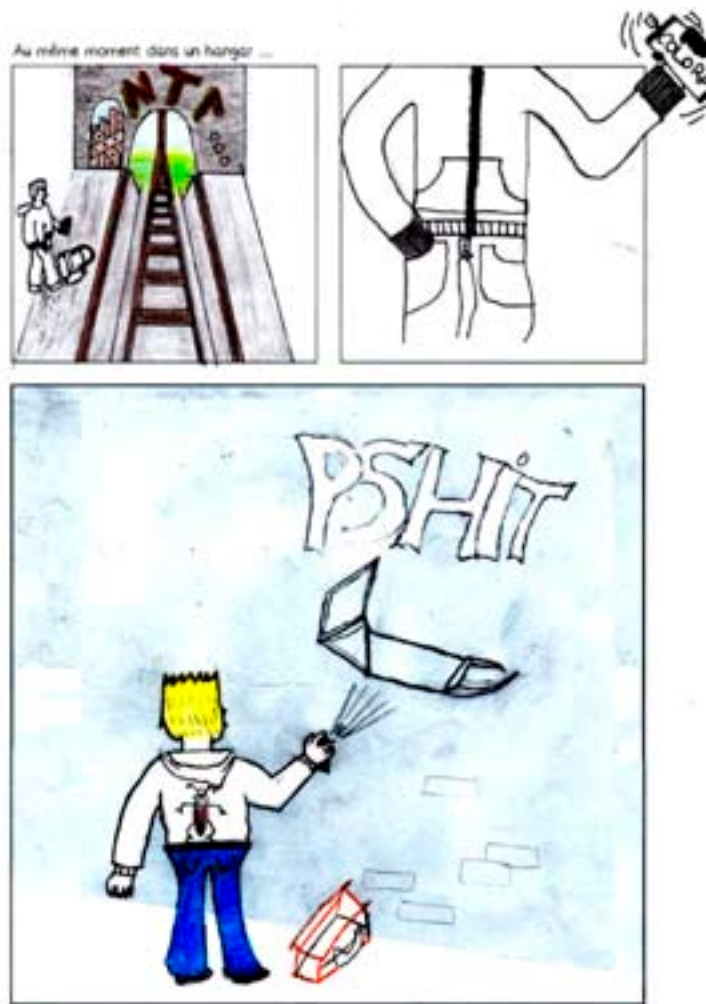
On l'a tous un jour entendu. Face à la mondialisation néolibérale dont tu évoques dans ta lettre les conséquences assommantes (+14, Karel Pairemaure, 09.02.2012, 100jours), il y a l'école. L'école publique comme haut lieu de résistance face aux processus de fabrique des inégalités de classe, au culte de la performance individuelle et de la compétition généralisée. L'école pour tous, l'école ouverte, l'école émancipatrice... La belle histoire. En écoutant la tienne, je découvre que tes doutes rencontrent une partie des miens. Concurrence, performance, peur,

surveillance, uniformisation, docilité... autant de méthodes dis-tu, que l'on commencerait à « goûter » dès l'école. Vous exagérerez diront certains...

La dernière livraison de la direction de l'Education de l'OCDE publiée cette semaine nous rappelle que l'histoire que tu racontes n'est pas une vieille fable mais s'écrit devant nous, à bas bruit le plus souvent. Quelques mots tirés de la présentation officielle de ce document dont je prends aujourd'hui connaissance, et qui passeront probable-

ment inaperçus dans la plupart des médias : « L'objectif est de créer des systèmes d'éducation et de formation qui contribuent à la stabilité sociale et au dynamisme économique et qui donnent à chaque individu la chance de tirer le meilleur parti de ses capacités innées à tous les stades de sa vie. » Stabilité sociale et dynamisme économique ? Un horizon prioritaire pour l'école donc, qui rappelle avec force l'actualité de certains travaux que d'aucuns croyaient périmés, caricaturaux ou trop fatalistes... au point de les évacuer des bibliographies de la formation u

Étienne Douat



LE GESTE CITOYEN,



C'EST FACILE,



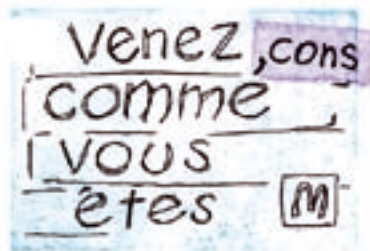
C'EST GRATUIT,



C'EST JOIE,



ÇA FAIT DU BIEN,



ET ON SE FAIT DES COPAINS.

Incorrecte seringue (extrait)

Yves-Alain Liénard

Dimanche 18 mars 2012

Journée standard, quelques démarches personnelles, malgré tout importante : nous allons acheter un appartement, le banquier est d'accord, l'offre de crédit est signée. Vingt ans d'engagement, je me projette. Je ne suis ni dans l'urgence, ni dans l'immédiateté. Je suis en capacité de m'imaginer aujourd'hui et demain. Sans vouloir psychologiser, moraliser, nous pouvons entrevoir le monde de la précarité et de la toxicomanie (surtout quand ces deux mondes se rencontrent) comme celui de l'immédiateté, de l'urgence, du seul instant, bref de la survie.

Lorsque je sens la crise de manque survenir, pas de doute : aucun avenir n'est possible. Seule la satisfaction de mon corps, la prise du produit salvateur pourra me faire envisager les minutes, les heures à venir. Toute ma quête, ma recherche sera tendue vers cette délivrance ; ni la faim, ni le froid, ni la douleur ne sauront me détourner de ce besoin impérieux. Douleur, j'entends une blessure, des coups, car à ce moment le physique n'est que souffrance, sueur, tremblement, froid intense.

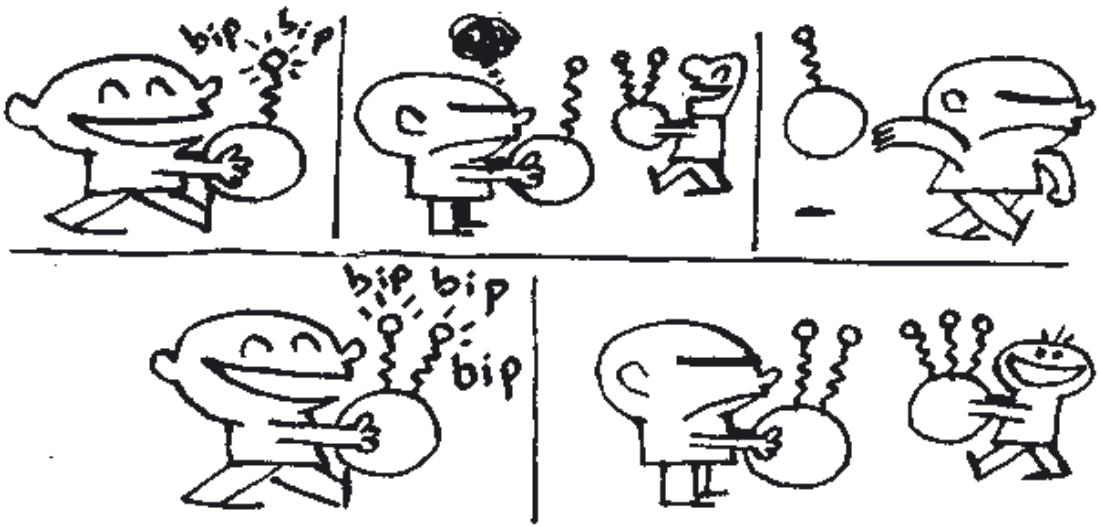
Classiquement nous décrivons les comportements ainsi : récréatifs, réguliers, abusifs. Récréatif tout le monde le comprendra, c'est pour le plaisir, sans régularité, la prise d'un produit, une action particulière. Juste pour le fun, le goût du voyage, de l'expérience. Régulier, on entre dans la dépendance, on a besoin du produit (ou de l'action : les jeux d'argent par exemple) pour vivre, la notion de plaisir s'estompe, celles de satisfaction, d'apai-

sement surgissent. Abusif, on commence à perdre le contrôle, le plaisir devient fugace, l'addiction est là. Les prises sont facilement excessives, la satisfaction immédiate, la recherche du produit comme son existence n'est plus que de la survie.

C'est l'une des grandes difficultés du travail « social » dans la toxicomanie dite « de bas-seuil ». Jamais nous ne verrons un Jean-Luc Delarue franchir notre porte. Ni Johnny H. Même le nez poudré outre-mesure, ils ont assez d'argent et surtout assez de projets pour réussir un sevrage ou tout au moins une période de régulation. Les gens que je rencontre ne sont pas dans ce cas. No future comme on disait il y a quelques années, nous n'avons retenu de la période que l'excentricité et l'excès alors que c'était une véritable affirmation politique. Mais comme cela aussi a su être récupéré, il ne reste plus grand chose aux « grands exclus » (c'est un terme officiel), toxos et autres précaires. Arriver à recréer du temps, de la longueur, de l'avenir, des désirs. La précarité associée aux produits, font que beaucoup de gens vivent dans l'immédiat. Il faut, non pas tout, mais ce qui focalise leur attention à ce moment immédiatement. Ce qui peut donner lieu à des moments de révolte, de violence. Est-ce mieux, est-ce pire il y a ceux qui n'ont même plus d'envie immédiate ou qui, si elle ne peut être satisfaite, abandonnent avec résignation et se laissent aller vers le quart d'heure suivant, qui sera chassé par celui d'après et ainsi de suite. À la rue, en France, 50 ans c'est presque un âge canonique. Accident, overdose (bien que

cela devienne rare), complication de santé arrêtent la vie parfois bien avant.

Revenons à cette notion d'immédiat, de non projection. Intellectuellement, nous pouvons nous interroger, nous reviennent aussi la grande notion du ici et maintenant. Pratiquement cela fait que des gens ne font pas leurs démarches, veulent que nous leur donnions immédiatement un colis alimentaire, un hébergement, de l'attention. Certains peuvent mal supporter de devoir attendre que l'on ait terminé une conversation pour nous entretenir d'un souci ou d'un plaisir. Si je tarde pour faire une photocopie, donner un renseignement, soit je glande, soit je le fais exprès. Un rendez-vous, une démarche importante et imminente les empêche d'attendre. Parfois cette urgence, cette fébrilité déteint. Aucun travail suivi, une action de plus de 15 minutes ne m'est possible durant les temps d'ouverture. Tout est totalement décousu, pour essayer de créer de la fluidité, de la sérénité dans l'espace d'accueil collectif. J'essaie d'apprendre, d'arriver à faire un travail morcelé. Remplir un simple fax pour une commande peut prendre une heure. Je fais ce travail sur une table de l'accueil ou au comptoir, à la fois pour montrer ce qui fait aussi partie de mon travail, et puis parce que cela peut être l'occasion de susciter une discussion : que puis-je demander de plus à la Banque Alimentaire, quel circuit la seringue ou le filtre va-t-il suivre ?



Le 5 février 2012 à 18 h 41 min, ju kee a dit :

Des fois je me demande, est ce que la solidarité, c'est du courage ? Il ne faut pas avoir peur de sortir de chez soi, d'arracher un champ, de bloquer une route, d'accueillir l'autre, d'affirmer que l'on pense et agit autrement, et que non, ce n'est pas peine perdue. Certains disent que la dette grecque n'existe pas, et comme tous ces moteurs de la peur qui nous figent, à quoi,

à qui cela sert-il ? La peur nous force à accepter des jobs sous payés, de vieillir seuls, de bouffer mal, de se soigner avec la médecine des lobbyistes, parce que bon, c'est comme ça... ben non c'est pas comme ça ! « si solo no puede, con amigos, si » ... il n'y a rien de plus juste.

(À propos du film +1, de Odile Magniez
<http://www.100jours2012.org/blog/category/numeros/01/>)

Sous la plage

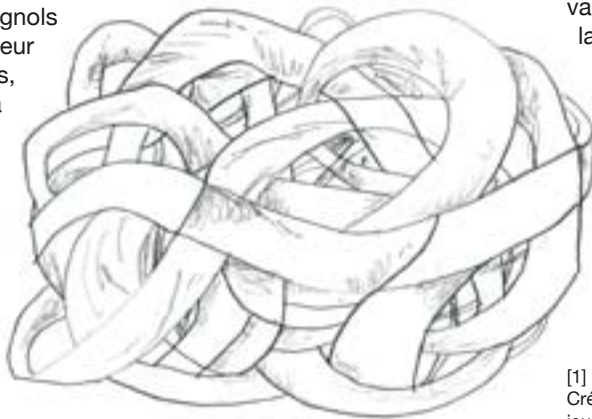
Anne Bory

Tout le monde n'a pas eu la chance de passer ses étés d'enfance à Argelès-sur-mer. Des kilomètres de sable entre la montagne qui plonge dans la Méditerranée et l'embouchure du Tech, un bois de pins où manger une glace à l'ombre, les ballades digestives le long du bord de mer, les copines du mois d'août... Tout le monde n'a pas eu la chance de ces promenades avec un grand-père (déroulant les « r », ses souvenirs et l'histoire familiale à mesure que s'alignent les parasols, les pieds dans l'eau. Après l'espace où les manèges de la fête foraine attendent le soir et leurs visiteurs, au bout du chemin qui oscille entre les immeubles de vacanciers et les pins, mon conteur s'arrête. Une stèle rappelle qu'à cet endroit où les enfants rebondissent sur les trampolines, il y avait un camp. Entre les pins et la mer, un camp. Mon grand-père raconte : la Retirada, les files de réfugiés espagnols traversant les villages, leur fatigue, leur tristesse, l'incrédulité des badauds, et ce camp. La police française y a enfermé en 1939 environ 100 000 personnes, membres de l'armée républicaine, brigadistes internationaux, civils fuyant le franquisme. Les « étrangers indésirables » et les Juifs leur ont ensuite succédé, jusqu'à ce que le camp devienne un chantier de jeunesse en 1941. Les parasols disparaissent, la douceur de l'été a l'air dérisoire, presque insultante.

Francisco Serrano raconte Argelès-sur-mer, 73 ans après. Il raconte l'enfermement, la faim, l'humiliation, l'abandon. Il raconte les enfants, la neige qui se mélange au sable, les conditions de vie précaires dans ce camp de fortune. Il rappelle le froid, la haine, la défaite, le sentiment d'abandon à l'égard des pays voisins, les solidarités qui s'épuisent sous l'effet de l'enfermement et de la faim. Un camp pour les étrangers, un parmi de nombreux autres, construits avant lui, construits après aussi. Les espaces au sein desquels une association comme la Cimade[1] intervient illustre bien ces figures de « camps d'étrangers »[2] depuis l'époque où Francisco Serrano est arrivée en France : camps d'« évacués » alsaciens et lorrains en 1939, de Juifs étrangers et d'opposants allemands au nazisme (dont Argelès, en 1940-41), résistance pendant l'Occupation allemande, camps d'internement pour les indépendantistes algériens, et enfin, depuis 1984, centres de rétention administrative (CRA), que l'Etat n'appelle plus des camps, mais qui témoignent bien de cet « encampement » des étrangers dont parle Michel Agier[3].

Avec la construction de l'immigration comme un « problème » et de l'expulsion comme solution, significativement depuis les années 1970, le triptyque expulsion-internement-camp s'impose dans le traitement politique de l'immigration. Les centres de rétention administrative sont ainsi le produit d'une triple histoire : celle du confinement des « indésirables », nationaux et étrangers, celle de l'expulsion comme solution au « problème » de l'immigration, celle du contrôle des populations étrangères (et significativement des populations colonisées)[4].

À partir de 1975, la rétention administrative des étrangers irréguliers se diffuse, se légalise, se pérennise. On est loin du camp de fortune sur la plage d'Argelès : les CRA des années 2000 ont fait l'objet de



grammes de construction spécifiquement conçus pour la rétention des étrangers[5]. Depuis la loi du 26 novembre 2003, les étrangers en situation irrégulière peuvent être placés en rétention sans que l'administration ait besoin de le justifier, et ce jusqu'à 32 jours, contre 12 précédemment. Ce délai a été porté à 45 jours par la loi dite Besson/Hortefeux/Guéant du 16 juin 2011, « relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité ». Mais la rétention administrative ne résume pas la politique répressive de l'Etat à l'égard des étrangers. La chasse aux étrangers en situation irrégulière, opportunément qualifiés de clandestins dans de nombreux discours, a ainsi connu une accélération depuis le début des années 2000, et pris des formes multiples. Ainsi, la mise en place d'objectifs chiffrés de reconduite à la frontière (on passe en conséquence de 9227 étrangers expulsés en 2001 à 29288 en 2009[6]) a augmenté le contrôle policier. Elle s'est accompagnée de la mobilisation d'administrations de plus en plus nombreuses pour participer à la chasse aux sans-papiers – terme apparu lui aussi dans les années 1970 – (inspection du travail, URSSAF...) et pour priver les sans-papiers de l'accès aux droits sociaux (sans pour autant les

empêcher d'y cotiser...)[7]. Enfin, les diverses restrictions apportées au droit du séjour, ce « droit sans droits »[8], ont réduit les possibilités de régularisation. L'ensemble de ces dispositifs a donc eu pour effet d'augmenter le nombre d'expulsions, mais, et peut-être surtout, d'augmenter le contrôle sur l'ensemble des étrangers et de les réprimer[9]. En effet, « seules » 15% des mesures d'éloignement prononcées en 2008 ont donné lieu à une expulsion. Il semble bien que le déploiement de ces politiques répressives diffusées à des pans entiers de l'appareil administratif soit au moins autant un facteur de discipline qu'un facteur d'expulsion.

Mais la figure de Francisco Serrano, anarchiste, exilé, « encampé », qui évoque les républicains espagnols, « pionniers de la liberté » dans la lutte contre le franquisme, rappelle que les camps d'étrangers ont enfermé et enferment encore des résistants : révoltes dans les centres de rétention, grèves de la faim, grèves du travail, les étrangers que l'Etat confine dans la clandestinité ou dans des CRA font aujourd'hui régulièrement entendre leur voix. Le film s'achève sur le visage presque centenaire de cet « étranger », jamais retourné en Espagne, qui se souvient d'Argelès il y a 73 ans. Et on regrette que le film ne dure pas plus longtemps, car on devine que son récit pourrait éclairer utilement d'autres facettes du monde social qui nous entoure.

[1] Comité Inter-Mouvements Auprès Des Évacués. Créée en 1939 par des dirigeants de mouvements de jeunesse protestants, la Cimade a ainsi fait ses débuts en aidant les « évacués » d'Alsace-Lorraine.

[2] Marc Bernardot, *Camps d'étrangers*, Editions du Croquant, collection Terra, 2008.

[3] Michel Agier, *L'encampement du monde*, Plein droit n°90, octobre 2011, p. 21-24.

[4] Nicolas Fischer, *La frontière pour lieu de vie. La rétention administrative en France*, Contretemps, janvier 2012. <http://www.contretemps.eu/interventions/fronti%C3%A8re-lieu-vie-r%C3%A9tention-administrative-en-france>

[5] Voir "Les anticipations de l'éloignement", *Cette France-là*, volume 1, pour une analyse et une cartographie de la multiplication des lieux d'enfermement des étrangers et la banalisation de cette pratique au cours des années 2000. <http://www.cettefrancela.net/volume-1/descriptions/article/les-anticipations-de-l-eloignement>

[6] Rapport 2010 du comité interministériel de contrôle de l'immigration.

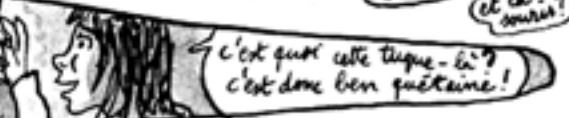
[7] Pour un développement de ces mesures, voir Pierre Barron, Anne Bory, Sébastien Chauvin, Nicolas Jounin et Lucie Tourette, *On bosse ici, on vit ici ! La grève des sans-papiers : une aventure inédite*, Editions La Découverte, 2011.

[8] Selon l'expression de Danièle Lochak dans son ouvrage *Étrangers : de quel droit ?*, PUF, 1985, p. 208

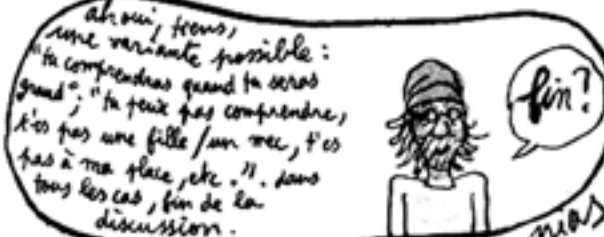
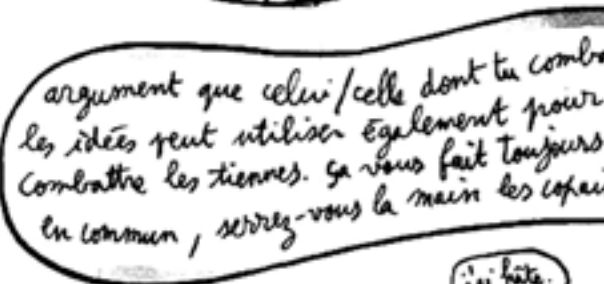
[9] Sur la pénalisation du contrôle de l'immigration, voir Nicolas Fischer et Mathilde Darley, *Le traitement de l'immigration, entre logique administrative et logique pénale*, Champ pénal, vol. VII, 2010, p.2-9. <http://champpenal.revues.org/7843>

(À propos du film +65 d'Ismaël Cobo.
<http://www.100jours2012.org/blog/2012/03/31/65/>)

Carnet de
Cambrouse #5
- 28 février -



bon sens = argument paresseux - argument du/à la paille (en arguments) ou qui ne sait pas les exprimer...



Suite murale 7

– Les murs d'un édifice, d'un bâtiment, d'une maison*. Murs extérieurs, gros murs (V. Cage, II). Murs intérieurs, de refend*. V. Cloisons. Murs latéraux, de façade. Murs de fondation, murs portants.

Fiction cloisonnante : Il y avait des tiroirs dans la cloison en fond de chambre. Le voyageur exténué les ouvrit un à un puis les repoussa d'un coup sec. Le glissement des casiers sur les rails et le claquement bref accompagnant les fermetures lui procurèrent à chaque fois un plaisir sans nom (une sorte de jouissance interne prenant naissance dans le ventre puis irradiant le reste du corps). Ce ne fut qu'après la manipulation du huitième tiroir qu'il prit conscience d'une présence derrière lui et qu'il se retourna. Sa mère et sa sœur, vêtues d'une chemise de nuit transparente, étaient allongées sur son lit et dormaient paisiblement. Elles paraissaient l'une et l'autre totalement indifférentes à la lumière crue qui tombait du plafonnier. Cette situation inattendue le laissa quelque peu perplexe. Il ne comprenait pas comment les deux intruses avaient fait pour s'introduire dans sa chambre et s'installer dans son propre lit. Mais il n'écartait pas non plus l'hypothèse que quelqu'un les ait amenées là sans qu'il s'en aperçût. La découverte d'une scie électrique au pied du lit le rasséra. Il brancha l'appareil, le mit en marche et commença à débiter la jambe la plus proche. Il nota avec

surprise que l'os avait la tendreté d'une branche de figuier et que le bruit de la scie s'entendait à peine. En outre, sa mère, d'habitude plutôt geignarde et prompte à lui décocher, à la moindre occasion, des gifles bien appuyées, demeurait impassible et ne se plaignait de rien. Lorsque le membre fut séparé du reste du corps, il le souleva avec précaution et alla le déposer dans un des tiroirs de la cloison. Il attaqua ensuite l'autre jambe, puis les bras, la tête, le tronc...

Il partagea sa demi-sœur avec la même rage qui l'envahissait chaque fois que sa mère l'obligeait à découper le poulet dominical : un jour elle l'avait frappé sur la tête avec le plat d'un hachoir (pour un peu il avait cru qu'elle allait lui fendre le crâne !), un autre dimanche elle lui avait flanqué un méchant coup de torchon humide sur ses cuisses nues... Le tronçonnage de sa demi-sœur ne provoqua également aucune réaction secondaire ou intempestive. Pas de résistance, pas de saignements, de cris, de larmes, tout se déroulait comme sur des roulettes. L'opération était à tous égards propre, nette et sans bavure. Seul le déplacement des viscères posa quelques difficultés au voyageur exténué, en effet, ne disposant ni de baquet ou de bassine à portée de main, il ne trouva d'autre moyen pour transporter ces choses encombrantes, que d'en

faire un tas, puis de les enlacer et de les serrer contre son ventre. Geste il faut l'avouer peu ragoutant, mais qui ne laissa cependant aucune trace sur sa chemise à fleurs.

Par souci de l'ordre des choses, il réserva les tiroirs de gauche à sa mère et ceux de droite à sa demi-sœur. Il veilla de la même manière à placer les têtes dans les tiroirs du haut et les jambes dans ceux du bas. Un bras maternel rangé dans le tiroir d'une sœur utérine eût été, pour lui, la pire des fautes, une sorte de geste déplacé, un désordre inacceptable. Quand tout fut achevé, il plia les chemises de nuit et les rangea tout aussi soigneusement dans deux tiroirs du bas. Ensuite, il se coucha, éteignit la lumière et, sans être aucunement perturbé par quoi que ce soit, il s'endormit en pensant à son beau-père : demain, il lui faudrait l'attaquer à son tour, mais à la hache cette fois. Nul doute que le militaire de carrière, violent comme pas un, fasciste et amateur de coups tordus, serait autrement plus coriace et résistant que les deux femmes.

– Allus. Littér. *Le petit pan de mur jaune* (d'un tableau de Ver Meer de Delft), symbole de perfection artistique qui hante l'écrivain Bergotte au moment de mourir, dans *la Recherche du temps perdu* (PROUST, Prisonnière, t. III, p. 187. Ed. Pleiade).

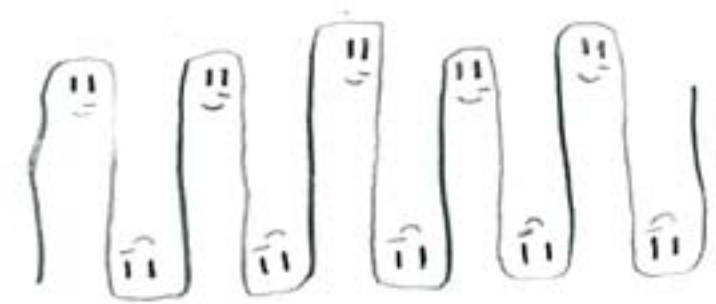
Le 7 avril 2012 à 19 h 16 min, jgabriel a dit :

1. heureusement pour nous que l'humour est indissociable de la politique, que l'anarchie ne s'habille pas qu'en noir, que la critique n'est pas que contrition... cependant, je suis d'accord, le grand bain du spectacle nous a même ôté cette possibilité de l'humour. mais à partir du moment où toute possibilité de réagir autre que violemment est devenue spectaculaire, que faire ?

2. c'est un ciné-tract, un pamphlet qui se revendique comme tel, qui énonce une position, la mienne. ni plus ni moins. si tout ciné-tract est film de propagande, comme toute publicité l'est, la différence est qu'il n'a rien à vendre. le spectateur peut refuser le film, le critiquer, en rire, je ne vois pas en quoi il vous somme d'applaudir.

3. faire des films politiques ne sera jamais faire de la politique. faire des films sur la révolution ne sera jamais faire la révolution. tout cinéaste « engagé », moi inclus, est dans un rapport de bonne conscience petite-bourgeoise. aucun film ni aucun cinéaste en tant que cinéaste ne peut en effet « troubler l'ordre public ». (très exceptionnels, et courageux, ceux qui ont eu cet effet là.)

4. je pense que ce que j'affirme des cinéastes, moi y compris, est aussi vrai pour les spectateurs, moi y compris. pourquoi ne pas « agir » plutôt que de chercher des raisons d'agir dans des films, pourquoi ne pas pas s'engager plutôt que de regarder des films engagés ?



PS. personnellement, et sans humour, je refuse de manger des putains de légumes d'été en plein hiver pour toutes les raisons que je donne dans le film. je refuse aussi et c'est plus important l'idiotie de ces élections présidentielles et le consensus pseudo-démocratique qui nous enjoint de faire notre devoir de « citoyens » bien sages et bien rangés. comme faire un film politique détourne de la Politique, ces élections à venir, comme les précédentes, ne nous donnent juste que la satisfaction de pouvoir choisir notre maître en toute « liberté » et la bonne conscience du devoir accompli (pour les cinq ans à venir). énoncer aujourd'hui, comme d'autres hier, que la démocratie ne se joue pas dans une telle mascarade reste une position dissensuelle. Et c'est celle que j'énonce dans ce film.

(Jean-Gabriel Periot, à propos de son film +67
<http://www.100jours2012.org/blog/category/numeros/67/>)

Commission

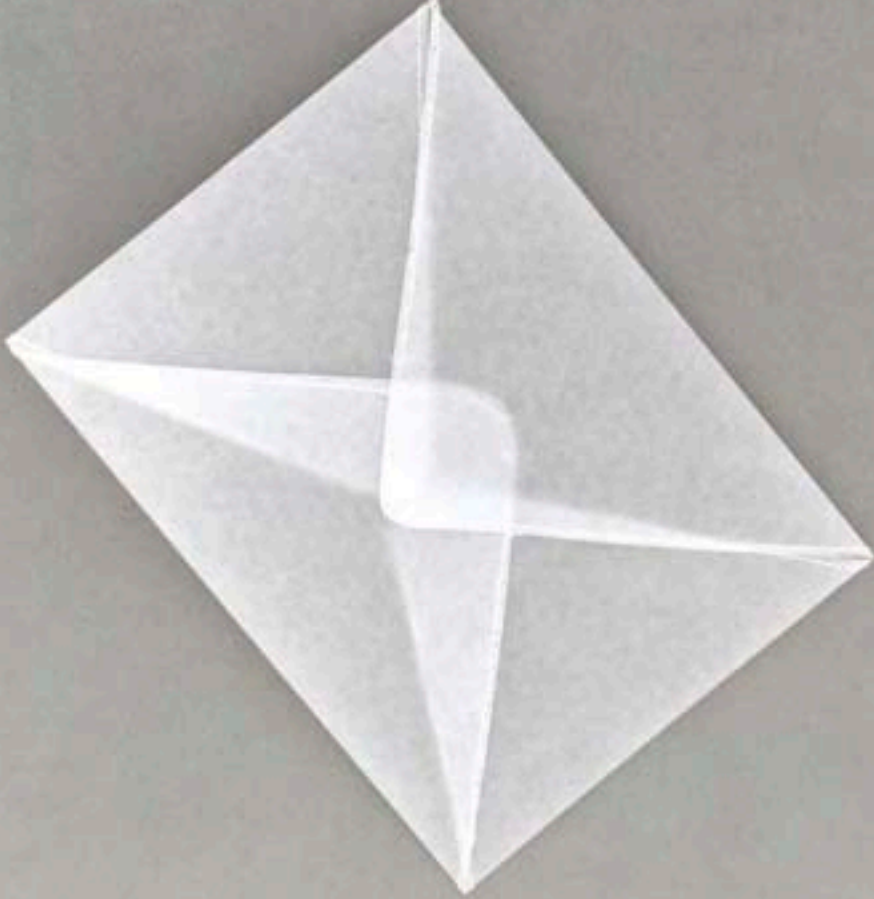
Pascal Canaud

« Les politiciens ne nous représentent pas »
Dit, lucide, écœuré, le peuple d'en bas
Sur ce, viennent les élections : tous baisés !
Comment ? C'est pas possible ! Vous votez comme vos pieds !

Si toi tu donnes un chèque en blanc à quelqu'un
Pour qu'il fasse tes courses et t'achète du parfum
Faut pas venir pleurer sur ton triste sort :
Quand on fait le couillon on a toujours tort

Fais donc tes courses toi-même, fait d'la politique
Change le monde en parole et en pratique
Risque le conflit, la responsabilité
Agit, rigole, milite, et arrête de chialer !

Fatigue (oui) (x2)
Continue (oui) (x2)
le combat continue
On aura bien le temps de se reposer quand son sera mort



DU COLLECTIF!

ÇA FAIT 2 MOIS QUE JE PLANCHE SUR LE 23. ET DEPUIS PEU JE PARTICIPE À LA PRÉPARATION DE L'EXPO 100NUITS. DEPUIS 2 MOIS, J'AI LES PIEDS DANS LE COLLECTIF.



JE N'AI JAMAIS ÉTÉ AUSSI IMPLIQUÉE DANS DES ACTIONS COLLECTIVES. JE SERAI TENTÉE DE FAIRE UNE ÉTUDE PLUS PRÉCISE SUR CES COLLECTIFS MAIS FAUDRAIT QUE JE LISE CLAUDE LEVI-STRAUSS. ET LÀ J'AI PAS LE TEMPS, COLLECTIF OBLIGE!



N'EMPÊCHE C'EST PLUTÔT ÉTONNANT TOUTE CETTE ÉNERGIE DÉPLOYÉE POUR LA CRÉATION COLLECTIVE. JE TROUVE ÇA PRESQUE BEAU. BON! IL NE FAUT PAS TROP IDÉALISER...



J'IMAGINE QUE SI UNE ACTION COLLECTIVE TIENT SUR LA DURÉE, COMME LE 23 (4 ANS POUR LE MOMENT) OU 100 JOURS (2 CAMPAGNES: 2007 ET 2012) C'EST AU PRIX D'ENGUEULADES, DE COMPROMIS, DE DÉFECTION...



MAIS QU'EST-CE QUI MOTIVE UN GROUPE DE PERSONNE À S'ASSOCIER? EN RELISANT MES NOTES JE SUIS TOMBÉE SUR CETTE PHRASE DE QUELQU'UN DU 23:



"DANS LE POURQUOI DE LA CHOSE. C'EST PARCE QU'ON AVAIT RIEN D'AUTRE À FAIRE ET QUE C'ÉTAIT UNE BONNE RAISON DE SE LEVER LE MATIN."



FORCÉMENT VENANT DU 23. FALLAIT PAS QUE JE M'ATTIENS À QUELQUE CHOSE DE PRÉCIS. SI J'AVAIS INTERROGÉ 100 JOURS ILS M'AURAIENT DIT:



"EN RÉINVENTANT NOTRE PLACE EN TANT QUE CRÉATEUR ET SPECTATEUR, INDIVIDU ET COLLECTIF, NOUS SOUHAITONS RÉAFFIRMER QUE CE SONT LES RENCONTRES QUI PRODUISENT LE POLITIQUE."



LA FORMATION D'UN COLLECTIF C'EST PEUT-ÊTRE TOUT SIMPLEMENT LE MOYEN LE PLUS SIMPLE DE SE REGROMPER, D'UNIR SES FORCES POUR UNE ŒUVRE COMMUNE, QU'IL S'AGISSE D'UNE PIÈCE DE THÉÂTRE OU DE LA PROTECTION DU MAIRIAIS PATEVIN.



L'EXPÉRIENCE QUE JE VIS EN CE MOMENT M'INTERROGE. ET APRÈS QU'EST-CE QUE JE FOUS? EST-CE QUE JE M'INVESTIS DANS LE 23? EST-CE QUE JE MET EN PLACE CETTE ASSO DE QUARTIER DONT ON PARLE AVEC MA VOISINE?



EN ATTENDANT, JE NE LANCERAI QU'UN APPEL:

ALLEZ LES LARVES! DU COLLECTIF!

